

RÉUNION DES ÉTATS PARTIES
À LA CONVENTION INTERAMÉRICAINNE
CONTRE LA CORRUPTION
8-9 juillet 2004
Managua, Nicaragua

OEA/Ser.K/XLI.1
EPCICOR/doc.05/04 rev.6 corr.1
9 août 2004
Original: espagnol

DÉCLARATION DE MANAGUA

(Adoptée à la quatrième séance plénière, tenue le 9 juillet 2004)

LES ÉTATS PARTIES À LA CONVENTION INTERAMÉRICAINNE CONTRE LA CORRUPTION présents à la Réunion des États parties à la Convention interaméricaine contre la corruption, réunis à Managua (Nicaragua) les 8 et 9 juillet 2004,

CONSIDÉRANT que l'un des buts essentiels de la Charte de l'Organisation des États Américains est la promotion et la consolidation de la démocratie représentative;

RAPPELANT le Plan d'action du premier Sommet des Amériques tenu à Miami en 1994, qui déclare que le problème de la corruption est un sujet digne d'un très grand intérêt non seulement dans le Continent américain, mais aussi dans toutes les régions du monde;

RECONNAISSANT que les États membres de l'OEA ont adopté en 1996, à Caracas (Venezuela) la Convention interaméricaine contre la corruption, en vue de promouvoir et de renforcer la mise en place, par chacun des États parties, des dispositifs nécessaires pour prévenir, dépister, sanctionner et éliminer la corruption, ainsi que d'encourager, de faciliter et de réglementer la coopération entre les États parties afin d'assurer l'efficacité des mesures et actions visant à prévenir, à dépister, à sanctionner et à éliminer les actes de corruption commis dans l'exercice des fonctions publiques et les actes de corruption qui y sont spécifiquement liés;

SOULIGNANT aussi que cette Convention reconnaît que, souvent, la corruption est l'un des instruments utilisé par les criminels organisés afin de réaliser leurs objectifs;

PRENANT EN COMPTE que selon le Plan d'action du Deuxième Sommet des Amériques les gouvernements épauleront résolument le "Programme interaméricain de coopération pour la lutte contre la corruption" et appliqueront les mesures qui y sont visées;

GARDANT PRÉSENT À L'ESPRIT que le Plan d'action du Troisième Sommet des Amériques dispose que la corruption met à mal les institutions politiques démocratiques et privées, affaiblit la croissance économique et porte atteinte aux besoins et intérêt fondamentaux des groupes les plus défavorisés des pays, et que la responsabilité d'empêcher ce problème et de le combattre incombe tant aux gouvernements qu'aux corps législatifs et aux pouvoirs et judiciaires;

RAPPELANT que pour appliquer les dispositions de ce Plan d'action, les États parties à la Convention interaméricaine contre la corruption ont approuvé le Document de Buenos Aires sur le mécanisme de suivi de la mise en œuvre de la Convention interaméricaine contre la corruption, à la Conférence des États parties tenue à Buenos Aires (Argentine) du 2 au 4 mai 2001, et ont adopté leur soutien dans la déclaration à laquelle ils ont souscrit le 4 juin 2001 à San José (Costa Rica), à l'occasion de la trente et unième Session ordinaire de l'Assemblée générale de l'OEA;

RAPPELANT la décision des États membres de l'OEA, adoptée au moyen de la résolution AG/RES. 1943 (XXXIII-O/03), de continuer à promouvoir l'échange de données d'expériences et d'informations entre l'Organisation et les organismes internationaux, le secteur privé et les institutions de la société civile, entre autres entités pertinentes, afin de définir, de coordonner et de renforcer les activités de coopération en la matière;

SOULIGNANT que, dans la Déclaration de Managua en faveur de la promotion de la démocratie et du développement [AG/DEC. 4 (XXIII-O/93)], "les États membres ont exprimé leur conviction que la démocratie, la paix et le développement forment un tout, un et indivisible, dans une optique rénovée et intégrale de la solidarité américaine; et que la mise en route d'une stratégie axée sur l'interdépendance et la complémentarité de ces valeurs déterminera la capacité de l'Organisation de contribuer à la préservation et au renforcement des structures démocratiques dans le Continent américain";

CONSIDÉRANT que la Charte démocratique interaméricaine reconnaît que la transparence des activités gouvernementales, la probité, la gestion responsable des affaires publiques par les gouvernements, le respect des droits sociaux et la liberté d'expression et la liberté de la presse constituent des composantes fondamentales de la démocratie;

RÉAFFIRMANT que la Charte démocratique interaméricaine reconnaît aussi qu'il est nécessaire que l'OEA continue de mettre en place des programmes et activités visant à encourager les principes et pratiques démocratiques et que ces programmes aient pour but d'encourager la bonne gouvernance, la gestion avisée, les valeurs démocratiques et le renforcement des institutions politiques et de celles des organisations de la société civile;

METTANT L'ACCENT sur la Déclaration sur la sécurité dans les Amériques dans laquelle la corruption, envisagée dans une approche multidimensionnelle, est reconnue comme une nouvelle menace à la sécurité des États, qui sape les institutions publiques et privées et la confiance de la société, cause de sérieux dommages économiques, compromet la stabilité, mine l'État de droit et affaiblit la capacité des gouvernements de faire face aux autres menaces pesant sur la sécurité;

RECONNAISSANT l'étape fondamentale dans la lutte internationale contre la corruption que constituent l'adoption par l'Assemblée générale des Nations Unies le 31 octobre 2003 de la Convention des Nations Unies contre la corruption (Convention de Mérida), ainsi que l'ouverture à la signature de cet instrument à Mérida (Mexique) du 9 au 11 décembre 2003, dans le cadre de la Conférence politique de haut niveau tenue à cet effet;

RAPPELANT que dans la "Déclaration de Nuevo León", adoptée au Sommet extraordinaire des Amériques tenu à Monterrey (Mexique), les chefs d'État et de gouvernement se sont engagés à accroître la coopération dans le cadre de la Convention interaméricaine contre la corruption, en particulier en renforçant le Mécanisme de suivi de la mise en oeuvre de cet instrument (MESICIC). De plus, ils ont demandé à la Première Conférence des États parties au MESICIC de proposer des mesures concrètes pour renforcer ce mécanisme;

RAPPELANT AUSSI que dans la "Déclaration de Nuevo León" les chefs d'État et de gouvernement ont demandé que ces recommandations soient évaluées au cours d'une réunion des États parties à la Convention devant avoir lieu à Managua (Nicaragua), et que des mesures concrètes additionnelles visant à accroître la transparence et à combattre la corruption soient examinées et ont chargé les Ministres des affaires étrangères de soumettre un rapport au Quatrième Sommet des Amériques sur les progrès qui auront été réalisés;

RAPPELANT la préoccupation exprimée dans la "Déclaration de Nuevo León" au sujet des pratiques de gestion corrompues, illégales et frauduleuses de certaines entreprises nationales et transnationales;

RÉAFFIRMANT leur engagement de coopérer à l'extradition des auteurs d'actes de corruption et de perfectionner les mécanismes régionaux d'entraide juridique en matière pénale, ainsi que leur application, afin d'empêcher l'impunité, conformément aux dispositions de la Déclaration de Nuevo León et de l'article XIII de la Convention interaméricaine contre la corruption;

RECONNAISSANT que l'Assemblée générale de l'OEA, lors de sa trente-quatrième Session ordinaire, tenue à Quito (Équateur), a fait siennes les "Conclusions et recommandations pour le renforcement du Mécanisme de suivi de la mise en oeuvre de la Convention interaméricaine contre la corruption", adoptées à la Première réunion de la Conférence des États parties au MESICIC tenue les 1^{er} et 2 avril 2004;

CONSIDÉRANT que, la "Déclaration de Quito sur le développement social et la démocratie face aux incidences de la corruption", adoptée par l'Assemblée générale de l'OEA, reconnaît que "le développement, la démocratie et la lutte contre la corruption sont des thèmes profondément interconnectés et qu'ils doivent, par conséquent, être traités de façon équilibrée et intégrée par nos pays";

GARDANT PRÉSENT À L'ESPRIT que la "Déclaration de Quito sur le développement social et la démocratie face aux incidences de la corruption" reconnaît aussi que "le multilatéralisme et la coopération entre États souverains remplissent un rôle important en ce qui a trait à l'appui aux efforts déployés à l'échelle nationale afin de consolider la démocratie, d'encourager le développement social et de lutter contre la corruption";

PRENANT EN COMPTE que la résolution AG/RES. 2045 (XXXIV-O/04), "Programme de gouvernance démocratique dans les Amériques", adoptée par l'Assemblée générale à Quito, a approuvé les orientations de ce programme, selon lesquelles il est proposé d'améliorer les stratégies et mécanismes visant à lutter contre la corruption et accroître la transparence de la gestion des affaires publiques ainsi que l'activité politique,

DÉCLARENT:

1. Que leurs gouvernements s'engagent à lutter contre la corruption et l'impunité qui sapent la légitimité des institutions publiques, portent atteinte à la société, à l'ordre moral et à la justice, ainsi qu'au développement intégral des peuples.
2. Que la Convention interaméricaine contre la corruption est l'instrument juridique le plus important au niveau interaméricain pour combattre la corruption, dans la mesure où elle définit les moyens de coopération indispensables à la lutte contre ce fléau et encourage ainsi des actions internationales de nature à le prévenir, le dépister et le sanctionner.
3. Que leurs gouvernements sont déterminés et s'engagent à combattre la corruption et l'impunité, dans le cadre de la Convention interaméricaine contre la corruption, parce qu'ils estiment que ce sont des problèmes qui portent atteinte à la démocratie et à la gouvernance démocratique, affaiblissent les institutions, compromettent le développement économique et social et la lutte contre la pauvreté, minent la confiance citoyenne et ébranlent la stabilité politique.
4. Que l'engagement pris par leurs gouvernements se concrétise par l'application de la Convention interaméricaine contre la corruption et au renforcement du Mécanisme de suivi de la mise en oeuvre de cet instrument (MESICIC).
5. Qu'ils poursuivront leurs activités d'assistance mutuelle entre les États parties afin de prévenir, de dépister, de sanctionner et d'éliminer les actes de corruption qualifiés comme tels par la Convention interaméricaine contre la corruption.
6. Que conformément aux dispositions de cette Convention et des autres instruments internationaux pertinents, ils réaffirment qu'ils sont disposés à assurer que les autorités nationales se prêter mutuellement, le plus rapidement et efficacement possible, des services d'assistance et de coopération très étendus en vue de l'identification, de l'interpellation, de la détention préventive et de l'extradition, le cas échéant, ainsi que des enquêtes menées sur les responsables présumés des actes de corruption et de leur jugement.

7. Qu'ils réaffirment que, dans le cadre de la législation nationale et des normes internationales applicables, ils s'engagent à refuser d'accueillir des fonctionnaires corrompus et les personnes qui les corrompent et à coopérer en vue de leur extradition, ainsi qu'à empêcher l'entrée sur leur territoire et d'assurer la récupération des avoirs et des biens obtenus par des moyens corrompus et leur restitution à leurs propriétaires légitimes, d'où la nécessité de perfectionner les mécanismes régionaux d'entraide judiciaire en matière pénale et de les mettre en œuvre.

8. Qu'ils sont disposés à promouvoir l'adoption des accords internationaux, des mesures législatives et autres qui s'avèreront nécessaires pour que les autorités compétentes de l'État requis puissent rendre les biens saisis ou confisqués à l'État requérant, en cas de délits de corruption ou de blanchiment d'avoirs provenant de la corruption.

9. Que le "Document de Buenos Aires sur le Mécanisme de suivi de la mise en oeuvre de la Convention interaméricaine contre la corruption" constitue l'instrument-cadre propre à assurer le suivi des engagements contractés par les États parties à la Convention et à analyser la façon dont ils sont exécutés. En conséquence, ils reconnaissent qu'il est important pour les États parties à la Convention d'apporter au Mécanisme de suivi dans toute la mesure du possible leur appui politique et financier et leur coopération technique pour garantir son bon fonctionnement.

10. Qu'ils approuvent les "Conclusions et recommandations de mesures concrètes pour le renforcement du Mécanisme de suivi de la mise en oeuvre de la Convention interaméricaine contre la corruption", émanées de la Première réunion de la Conférence des États parties au MESICIC tenue les 1^{er} et 2 avril 2004, ainsi que la décision prise à cette réunion de renforcer la Conférence des États parties au MESICIC en tant que forum politique pour la discussion des thèmes de coopération continentale contre la corruption et en chargeant sa Présidence d'assurer le suivi des décisions prises par cette Conférence et d'en informer les États parties en temps opportun.

11. Qu'ils rendent hommage aux travaux du Comité d'experts du Mécanisme de suivi, qui au cours des cinq sessions qu'il a tenues jusqu'à présent a appuyé et approuvé les Rapports nationaux de l'Argentine, du Paraguay, de la Colombie, du Nicaragua, de l'Uruguay, du Panama, de l'Équateur et du Chili, et établi le rapport final correspondant à chacun de ces pays, qu'ils accueillent avec satisfaction à la présente réunion. Qu'ils rendent également hommage aux États parties qui ont présenté leurs rapports nationaux d'activités au Comité d'experts conformément aux dispositions de l'article 30 de son Règlement. Ils sont sensibles au fait que les États susmentionnés ont autorisé la publication des deux rapports sur l'Internet, permettant ainsi une très large diffusion des progrès réalisés par les États dans la lutte contre la corruption.

12. Qu'ils estiment important que les États parties à la Convention continuent de présenter leurs Rapports nationaux d'activités au Comité d'experts du Mécanisme de suivi, comme preuve de leur volonté d'appliquer les dispositions de la Convention.

13. Qu'ils se proposent de faciliter une plus large participation de la société civile au suivi, sur le plan national, de la mise en œuvre de la Convention interaméricaine contre la corruption et au processus d'analyse dans le cadre du MESICIC. À ce sujet, qu'ils reconnaissent l'importance que revêtent la réforme récente de l'article 35 du Règlement du Comité d'experts de ce Mécanisme, approuvée à sa Cinquième Réunion, ainsi que les recommandations formulées par la Conférence des États parties au MESICIC en la matière.

14. Qu'ils sont préoccupés par les pratiques de gestion corrompues, illégales et frauduleuses de certaines entreprises nationales et transnationales qui mettent à mal les économies, en particulier celles des pays en développement, leurs producteurs et consommateurs.

15. Qu'ils encouragent dans le secteur privé l'application de normes éthiques qui renforcent les valeurs sociales de transparence et d'honnêteté, ainsi que l'attachement de ce secteur à l'intégrité et à la lutte contre la corruption.

16. Que le pluralisme politique et les partis politiques solides sont des éléments essentiels de la démocratie. Qu'ils soulignent l'importance de normes qui assurent la transparence de leurs finances, empêchent la corruption et le risque d'influences indues et encouragent un niveau élevé de participation aux élections.

17. Que la responsabilité de la prévention et de l'élimination de la corruption est commune à tous les États et que ceux-ci doivent coopérer entre eux, avec l'appui et la participation notamment de la société civile, des organisations non gouvernementales et des organisations communautaires, ainsi que du secteur privé, pour que leurs efforts dans ce domaine aboutissent.

18. Que la lutte contre la corruption doit être menée selon les principes de transparence et d'obligation de rendre des comptes en matière de gestion gouvernementale, d'équité, de responsabilité et d'égalité devant la loi, du procès équitable dans les procédures pénales et dans les procédures civiles ou administratives sur les droits de propriété, et compte tenu de la nécessité de sauvegarder l'intégrité et d'encourager une culture de refus de la corruption.

19. Que la coopération internationale contre la corruption doit être respectueuse de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États et du principe de non-intervention dans les affaires intérieures.

20. Que la Convention de Mérida est un instrument efficace et moderne de lutte contre la corruption, étant donné qu'elle établit, notamment: l'obligation pour les États parties d'adopter des mesures préventives et de pénaliser une large gamme d'actes de corruption; de coopérer dans toute la mesure du possible à l'extradition, à l'entraide juridique, conformément à la législation nationale et aux normes internationales applicables, et à la confiscation du produit du délit; de fournir une assistance technique et de créer un mécanisme pour la restitution des avoirs provenant de la corruption à leurs propriétaires légitimes précédents.

21. Qu'il convient que les États signataires de la Convention de Mérida envisagent de la ratifier dans les meilleurs délais pour qu'elle puisse entrer en vigueur le plus tôt possible, et que les pays qui ne l'ont pas encore fait la signent pour renforcer le consensus international de lutte contre la corruption au niveau mondial.

22. Qu'ils accueillent avec satisfaction les activités menées par les organismes des Nations Unies, ainsi que d'autres organisations internationales et institutions internationales et régionales de financement et d'organismes nationaux de caractère officiel, ainsi que d'entités du secteur privé et d'organisations de la société civile, pour renforcer la coordination internationale contre la corruption.

23. Que la participation de la société civile à la surveillance de la gestion des affaires publiques est indispensable pour prévenir et combattre la corruption au moyen de la promotion d'une culture de transparence et de valeurs éthiques et qu'elle est un instrument fondamental de la gouvernance démocratique.

24. Qu'il est important d'appeler de toute urgence la communauté internationale ainsi que les institutions financières internationales, à continuer d'accorder l'assistance technique et financière dont les États parties auront besoin pour mettre en oeuvre la Convention interaméricaine contre la corruption.

25. Qu'ils rendent hommage aux progrès réalisés par le Groupe de travail sur la corruption dans le cadre de transactions commerciales internationales (GTC) de l'OCDE dans le suivi de la Convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales, Groupe de travail auquel appartiennent certains de nos États parties et dont les activités sont complémentaires de celles qui sont menées dans le cadre de la Convention interaméricaine contre la corruption. Dans le même temps, compte tenu du statut d'observateur dont jouit l'OEA auprès du Groupe de travail de l'OCDE sur la corruption dans le cadre de transactions commerciales internationales (GTC), ils recommandent que, dans la mesure du possible, un représentant de la Conférence des États parties au MESICIC et/ou du Comité d'experts et/ou un fonctionnaire du Secrétariat technique à ce Mécanisme s'efforce de participer aux réunions de cette importante entité en fonction des ressources existantes. Cette participation ne portera pas atteinte au processus d'analyse du MESICIC.

26. Qu'ils rappellent l'engagement pris par les dirigeants dans la Déclaration de Nuevo León de "tenir des consultations au cas où l'adhésion à nos objectifs partagés de transparence et d'anticorruption, comme le prescrit la Convention interaméricaine contre la corruption, est sérieusement compromise dans n'importe lequel de nos pays".

27. Qu'ils recommandent à l'Assemblée générale de l'OEA de proclamer l'année 2006 "Année interaméricaine de la lutte contre la corruption".

28. Qu'ils remercient le Gouvernement de la République du Nicaragua, présidé par Enrique Bolaños Geyer, de son hospitalité et qu'ils le félicitent pour les efforts et activités remarquables qu'il a menés dans le cadre de l'accueil de la Réunion des États parties à la Convention interaméricaine contre la corruption.